

DIRECTION

NOTE DE SERVICE PERMANENTE

GROUPEMENT ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

NSP n° 11/ 02

Dossier : Assurancegd
Fichier : circulaire 2011/ NSP procédure

Affaire suivie par : Mme CIVEIT ROGER

Objet : - Accidents des personnels SPV

Depuis le 1^{er} janvier 2011, un nouvel assureur (FRAND) prend en charge les frais de soins des personnels volontaires du SDIS et le versement des éventuelles indemnités journalières.

Je vous adresse ci après la procédure à suivre et les documents à fournir en cas d'accident de service d'un personnel et vous incite à respecter, les délais de déclaration qui nous sont imposés.

J'attire votre attention sur le fait qu'aucune prise en charge ne sera plus délivrée pendant les week-ends, jours fériés et les nuits : il appartiendra de faire prodiguer au personnel les soins que son état nécessite, de se procurer les médicaments éventuels,... La régularisation administrative sera réalisée le jour ouvrable suivant l'accident. Le service du personnel de la Direction délivrera la prise en charge.

Pour des cas exceptionnels (accident grave nécessitant un transport hors de l'Yonne, refus par un pharmacien de délivrer les médicaments,...) il appartiendra à l'officier supérieur de permanence de décider de délivrer une prise en charge, qui sera remise au personnel accidenté par l'officier de secteur.

En revanche, la procédure d'information par mail des services de la Direction par l'officier CODIS est maintenue.

Dans l'hypothèse où l'accident ne serait pas considéré comme imputable au service, il ne sera pas pris en charge. Le personnel en sera informé par un courrier dans lequel il lui sera indiqué la possibilité de faire un recours pour contester cette décision devant la commission de réforme.

Je vous invite à prendre connaissance des documents joints. Le service du personnel de la Direction se tient à votre disposition pour toute précision ou question.

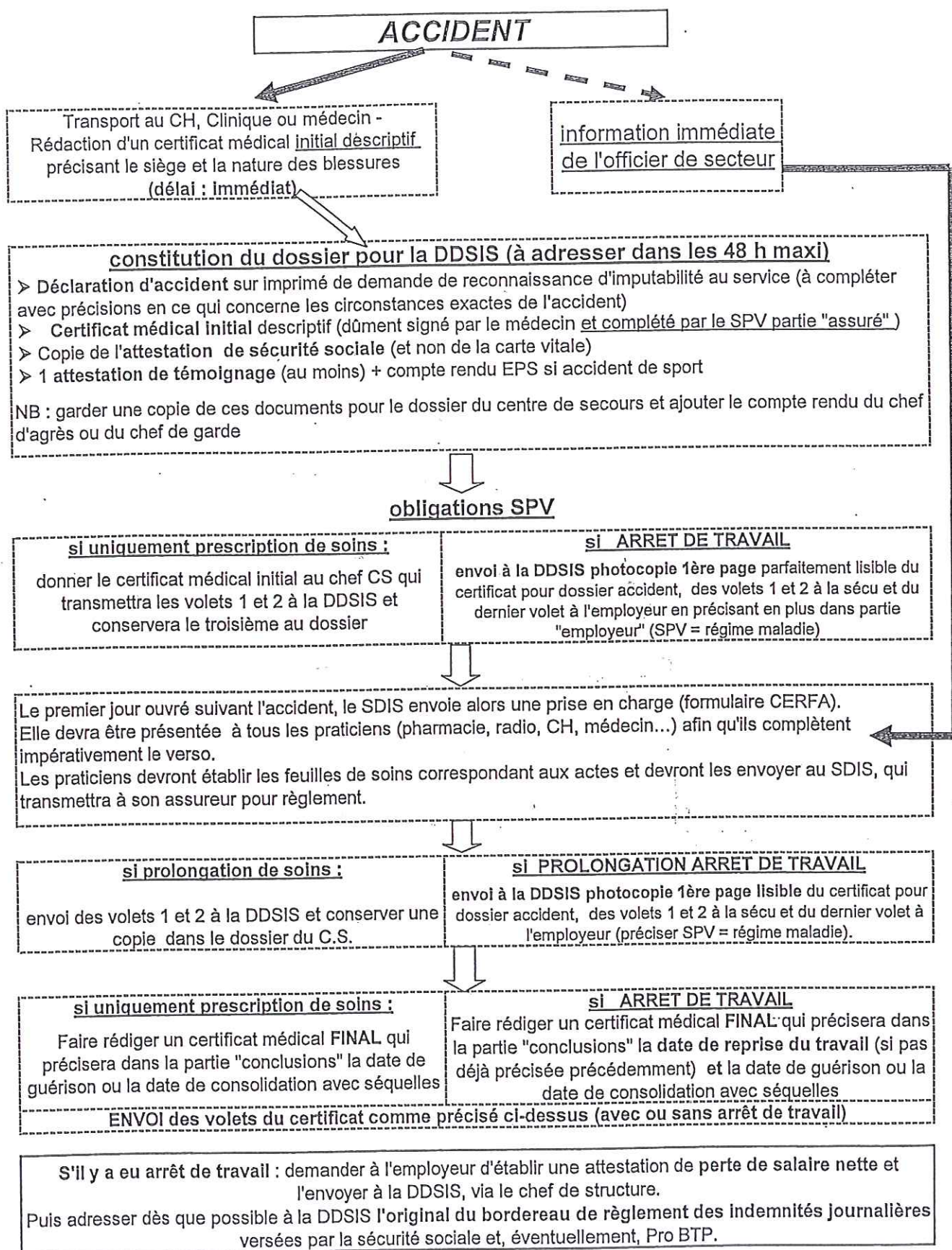
Le Directeur Départemental Adjoint

Lieutenant Colonel Jean-François GOUY

DESTINATAIRES :

- ☐ Original pour le classeur
- ☐ Tous CS
- ☐ Tous CPI s/c Monsieur le Maire
- ☐ Officiers
- ☐ Mme Delphine CIVEIT ROGER
- ☒ Mme Marie-Laurence DUPONT
- ☐ Mme Sylvie LE BOULBIN
- ☐ Mme Micheline BLOT
- ☐ Mme Marlène MORVAN

PROCEDURE ACCIDENT EN SERVICE COMMANDÉ SAPEUR POMPIER VOLONTAIRE



ATTENTION : à compter du 01 janvier 2011, et sauf cas exceptionnel validé par l'OSP, plus aucune prise en charge provisoire ne sera délivrée.

Pour les cas particuliers : SPV militaires ou agents civils de l'Etat, contacter l'OS ou le chef de structure.

Pour les SPV fonctionnaires, il appartient à la collectivité employeur de gérer l'accident mais la DDSIS doit en être informée (envoi d'une copie de la déclaration et d'une copie des certificats).

le respect de cette procédure garantit
la prise en charge de l'éventuelle perte de salaire par le SDIS



Service
Départemental d'
Incendie et de
Secours de l'Yonne

Auxerre, le 04 janvier 2011

Le Directeur Départemental

DIRECTION

à

**GROUPEMENT ADMINISTRATIF
ET FINANCIER**

Monsieur le Chef
du Centre de Secours,
ou du Centre de Première Intervention

SERVICE DU PERSONNEL

Dossier : Protection sociale des SPV
Fichier : Tous CS et CPI

OBJET : - Protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires.
- Constitution des dossiers en cas d'accident ou de maladie contractée en service.

REFER : - Loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991, modifiée, relative à la protection sociale des sapeurs pompiers volontaires victimes d'accident survenu ou de maladie contractée en service.
- Décrets n° 92-620 et n° 92-621 du 7 juillet 1992, modifiés.
- Circulaire n° NOR/INT/E/92/00205/C de Monsieur le Ministre de l'Intérieur.
- Lettre DSC 9/CG/n° 97-237 du 7 février 1997 de Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

PJ : - Modèle de déclaration d'accident
- Modèle d'attestation de témoignage

J'ai l'honneur de vous rappeler que la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991, modifiée, a établi trois principes visant à assurer, aux sapeurs-pompiers volontaires victimes d'un accident survenu ou d'une maladie contractée en service, une protection sociale comparable à celle dont bénéficient les sapeurs-pompiers professionnels, à savoir :

- gratuité des soins liés à l'accident ou à la maladie contractée en service, dans les conditions fixées par l'article 2 de la loi précitée ;

- dispense de l'avance des frais résultant des soins précités,

- indemnisation de l'incapacité temporaire de travail par le Service départemental d'Incendie et de Secours sur la base de la perte réelle de revenus.

Ce texte a fixé également le régime d'indemnisation de l'invalidité permanente des sapeurs-pompiers volontaires. Les décrets n° 92-620 et 92-621 du 7 juillet 1992, modifiés, ont précisé les modalités d'application de la loi.

La présente note a pour objet de vous rappeler la procédure à suivre par le sapeur-pompier volontaire et le chef de centre, pour permettre la prise en charge des frais et le versement des éventuelles indemnités journalières par l'assureur du SDIS.

1- Notion d'accident en service commandé

Par "service commandé", il faut entendre tout ce qui concerne les missions des sapeurs-pompiers : interventions, formation, manœuvres, prévention, prévision, entraînement physique organisé, etc... y compris les trajets nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

Il n'y a pas de définition précise de l'accident imputable au service. Il convient donc de se référer, autant que faire se peut, à la jurisprudence issue des décisions des juridictions administratives. Cette jurisprudence est complexe, évolutive et parfois contradictoire ; toutefois, on peut en dégager les critères exigibles.

Pour qu'un accident soit imputable, il faut à la fois :

- une action violente et soudaine,
- une lésion du corps humain,
- un lien direct, identifié de manière certaine, entre l'accident et le service.

De plus, la mise en congé pour accident de service n'est possible que si le lien entre l'incapacité de travail et l'accident est direct et indiscutable.

Sont exclues :

- les activités hors service organisées, notamment, dans le cadre de l'Amicale ou de l'Union (réunions, voyages, vente de calendrier ...)
- les séances de sport (collectif notamment) ou les matchs, non inclus, dans l'entraînement physique organisé avec l'accord du chef de centre.

2- Constitution du dossier d'accident

Suivant leur situation les sapeurs-pompiers volontaires peuvent être classés en sept catégories :

1) LES SAPEURS-POMPIERS "FONCTIONNAIRES"

Entrent dans cette catégorie, les fonctionnaires de l'Etat et les agents permanents des collectivités territoriales ou locales (communes, districts, syndicats, etc...), les personnels hospitaliers et les fonctionnaires des établissements publics administratifs.

Ces fonctionnaires peuvent bénéficier, en cas d'accident survenu ou de maladie contractée dans leur activité de sapeur-pompier, de la protection sociale dont ils relèvent au titre de leur activité principale de fonctionnaire (Loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991, modifiée, relative à la protection sociale des sapeurs pompiers volontaires victimes d'accident survenu ou de maladie contractée en service).

Dès lors, pour que les prestations statutaires lui soient versées, le fonctionnaire sapeur-pompier volontaire adressera la déclaration d'accident à son employeur qui le prendra en charge au titre d'un accident du travail survenu dans son activité principale.

Le sapeur-pompier volontaire doit adresser à son employeur un compte rendu d'accident, les attestations de témoignage éventuelles, le certificat médical initial descriptif, de prolongation, le cas échéant et le certificat final, et toutes autres pièces justificatives.

Le SDIS de l'Yonne doit être informé des accidents survenant à cette catégorie de sapeurs-pompiers-volontaires, il convient donc d'adresser à la DDSIS copie de la déclaration d'accident et des certificats mais il revient à l'employeur du SPV fonctionnaire de gérer le dossier.

2) LES SAPEURS-POMPIERS SALARIES AFFILIES A UN REGIME OBLIGATOIRE DE SECURITE SOCIALE

Tous les sapeurs-pompiers volontaires affiliés à un tel régime (régime général de sécurité sociale (CPAM), agricole (MSA) ou spécial, relèveront du régime maladie de leur caisse respective.

Dans le principe :

- l'organisme de sécurité sociale prend en charge dans la limite du tarif "maladie" de la sécurité sociale,
- le ticket modérateur est à la charge du SDIS.

Avant envoi à l'organisme de sécurité sociale, le sapeur-pompier veillera à faire une copie lisible de l'original des certificats médicaux qui lui seront délivrés et à la remettre au Chef de centre pour envoi à la Direction du SDIS.

En cas d'arrêt de travail : le SPV devra impérativement envoyer à l'organisme de sécurité sociale dont il dépend et à son employeur, et ce dans les 48 h :

- le certificat médical initial descriptif (volets n° 1 et 2 pour la S.S. ; volet n° 4 pour l'employeur)
- Il conviendra de veiller à préciser dans la partie "employeur" la mention "SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE = REGIME MALADIE" pour éviter la confusion avec un accident du travail qui serait survenu dans l'activité principale du salarié.

- l'éventuel certificat médical de prolongation d'arrêt de travail (volets n° 1 et 2 pour la S.S., volet n° 4 pour l'employeur),

- le certificat médical final qui devra préciser la date de reprise du travail et la date de guérison avec retour à l'état antérieur, ou la date de guérison apparente avec possibilité de rechute ultérieure ou la date de consolidation avec séquelles (IPP) - (volets n° 1 et 2 pour la S.S. ; volet n° 4 pour l'employeur).

S'il n'y a pas d'arrêt de travail, les originaux des certificats médicaux (volets n° 1 et 2) seront adressés directement à la D.D.S.I.S. par le chef de centre.

⇒ Eléments à transmettre le plus rapidement possible à la DDSIS pour la constitution d'accident :

- a) l'imprimé de déclaration, signé du sapeur-pompier accidenté, du chef de centre et du Maire pour les CPI, relatant le plus précisément possible les circonstances de l'accident,
- b) le cas échéant, le ou les attestations de témoignage,
- c) une photocopie de l'**attestation d'affiliation** à un organisme de sécurité sociale (en cours de validité),
- d) en cas d'arrêt de travail, une copie du certificat médical initial décrivant les blessures ou l'original, s'il n'y a pas d'arrêt de travail (voir ci-dessus).

Au vu de ces premiers éléments, la D.D.S.I.S. **délivrera au sapeur-pompier volontaire, une feuille d'accident et de prise en charge dont la validité sera fixée généralement à 1 mois**, sauf traumatisme grave pour lesquelles une validité supérieure pourra être accordée.

L'intéressé, ne devant plus faire l'avance des frais, devra présenter impérativement cette feuille aux différents prestataires de soins, (centres hospitaliers, médecins, pharmaciens, kiné, etc...) afin qu'ils y apposent leurs signature et cachet, et y inscrivent le montant des actes dispensés.

D'autre part, pour tous les soins prodigués dans un centre hospitalier, il est impératif que le sapeur-pompier présente sa carte de sécurité sociale au bureau du service concerné (urgence, soins externes, etc...).

Ultérieurement, il conviendra de transmettre à la D.D.S.I.S.

e) les copies des éventuels certificats médicaux de prolongation d'arrêt de travail ou de prolongation de soins,

f) les originaux des feuilles de soins (médecins), des ordonnances et volets de facturation des pharmaciens, des prescriptions et notes d'honoraires des laboratoires ; ces documents devant être complétés et signés par l'assuré avant envoi à la DDSIS.

Néanmoins, il est possible que les pharmaciens et laboratoires préfèrent conserver ces documents et les adresser directement au SDIS, pour règlement.

g) En cas d'arrêt de travail, une copie du certificat médical final qui devra préciser la date de reprise du travail et la date de guérison avec retour à l'état antérieur ou la date de guérison apparente avec possibilité de rechute ultérieure, ou la date de consolidation avec séquelles (IPP) ou l'original de ce certificat, s'il n'y a pas eu d'arrêt de travail,

h) A la fin des soins ou plus tôt, si la date de validité est passée et que les soins ne sont pas terminés, la feuille d'accident et de prise en charge mentionnée ci-dessus.

En plus, en cas d'arrêt de travail :

i) une attestation de perte de salaire (précisant le montant net perdu) délivrée par l'employeur,

j) l'original du décompte des indemnités journalières versées par l'organisme de sécurité sociale et, en ce qui concerne les ouvriers du bâtiment, le décompte des indemnités journalières versées par la Pro BTP ou toute autre caisse complémentaire.

3) LES SAPEURS-POMPIERS NON SALARIES

Il s'agit des sapeurs-pompiers qui ne sont ni fonctionnaires, ni salariés affiliés à un régime obligatoire de sécurité sociale. Pour ces sapeurs-pompiers (commerçants, artisans, exploitants agricoles à leur compte, ou exerçant une profession libérale), le SDIS et son assureur prendront en charge les frais médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques et verseront des indemnités journalières en cas de perte de revenu.

⇒ Éléments à transmettre le plus rapidement possible à la DDSIS pour la constitution d'accident :

a) l'imprimé de déclaration signé du sapeur-pompier accidenté, du chef de centre (et éventuellement du Maire pour les CPI), relatant le plus précisément possible les circonstances de l'accident,

b) le cas échéant, le ou les attestations de témoignage,

c) une photocopie de l'**attestation d'affiliation** à un organisme de sécurité sociale (en cours de validité),

d) l'original du certificat médical initial décrivant les blessures,

Au vu de ces premiers éléments, la D.D.S.I.S. délivrera au sapeur-pompier volontaire, une feuille d'accident et de prise en charge dont la validité sera fixée généralement à 1 mois.

L'intéressé, ne devant plus faire l'avance des frais, devra présenter impérativement cette feuille aux différents prestataires de soins, (centres hospitaliers, médecins, pharmaciens, kiné, etc...) afin qu'ils y apposent leurs signature et cachet, et y inscrivent le montant des actes dispensés.

Ultérieurement, il conviendra de transmettre à la D.D.S.I.S.

- e) les éventuels originaux des certificats médicaux de prolongation d'arrêt de travail ou de soins,
- f) les originaux des feuilles de soins (médecins), des ordonnances et volets de facturation des pharmaciens, les prescriptions et notes d'honoraires des laboratoires ; ces documents devant être complétés et signés par l'assuré avant envoi à la DDSIS.

Néanmoins, Il est possible que les pharmaciens et laboratoires préfèrent conserver ces documents et les adresser directement au SDIS, pour règlement.

g) l'original du certificat médical final qui devra préciser soit la date de guérison avec retour à l'état antérieur, soit la date de guérison apparente avec possibilité de rechute ultérieure, soit la date de consolidation avec séquelles (IPP) et, s'il y a eu arrêt, la date de reprise du travail,

h) A la fin des soins ou plus tôt si la date de validité est passée et que les soins ne sont pas terminés, la feuille d'accident et de prise en charge mentionnée ci-dessus.

4) LES SAPEURS POMPIERS AYANTS DROITS DES SALAIRES RELEVANT D'UN REGIME OBLIGATOIRE DE SECURITE SOCIALE

Entrent dans cette catégorie les sapeurs-pompiers volontaires non salariés qui relèvent du régime obligatoire de sécurité sociale de leur père, mère ou conjoint, ou d'un régime étudiant (SMEREB, LMDE) et qui ne peuvent prétendre au versement d'indemnités journalières par cet organisme.

Pour ces sapeurs-pompiers, le SDIS et son assureur prendront en charge les frais médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques mais ne verseront pas d'indemnités journalières puisqu'il n'y a pas de perte de revenu.

⇒ Constitution du dossier d'accident

- (a) se reporter à la procédure définie pour les sapeurs-pompiers volontaires non salariés,
- (b) fournir une copie de l'attestation de l'organisme de sécurité sociale dont ils dépendent (père, mère, conjoint ou mutuelle étudiante, le cas échéant).

5) LES SAPEURS POMPIERS DEMANDEURS D'EMPLOI

Les sapeurs-pompiers "demandeurs d'emploi" pouvant se trouver dans des situations très diverses, il serait préférable, lorsqu'ils sont victimes d'un accident en service, que le Groupement Administratif et Financier (service du personnel) de la Direction soit contacté systématiquement, pour une analyse au cas par cas.

Dans le principe :

- l'organisme de sécurité sociale prend en charge dans la limite du tarif "maladie" de la sécurité sociale,
- le ticket modérateur est à la charge du SDIS,

Le SDIS ou son assureur ne versera aucune indemnité compensatrice de revenu pour un sapeur-pompier volontaire chômeur, non indemnisé.

Par contre, il compensera intégralement la perte de revenu pour un sapeur-pompier volontaire chômeur indemnisé. Dans ce dernier cas, le sapeur-pompier qui perçoit une allocation des ASSEDIC

devra envoyer l'original de son avis d'arrêt de travail à l'organisme de sécurité sociale dont ils relèvent et signaler sa situation au regard des Assedic.

Si le sapeur pompier subit une suspension du versement de ses allocations, il devra fournir au SDIS les avis de paiement du mois précédent l'arrêt, du mois en cours, et du mois suivant la reprise de l'allocation.

D'autre part, si pendant la suspension de l'allocation, l'intéressé perçoit des prestations en espèces (indemnités journalières) de la part de la CPAM ou de la MSA, il devra envoyer l'original des décomptes au SDIS.

Constitution du dossier d'accident

Se reporter à la procédure définie pour les sapeurs-pompiers volontaires salariés pour la déclaration d'accident et l'envoi des justificatifs de soins.

6) LES SAPEURS POMPIERS OUVRIERS CIVILS DE L'ETAT, LES AGENTS DE LA SNCF, etc...

Pour cette catégorie de personnel, il convient de consulter impérativement la D.D.S.I.S.

S'il n'y a pas de prise en charge de la part de l'employeur de ces sapeurs-pompiers volontaires, le SDIS de l'Yonne prendra en charge tous les frais médicaux de soins, et compensera l'éventuelle perte de salaire de ces derniers.

Dans cette hypothèse, il conviendra de constituer un dossier d'accident, comme précisé au chapitre II de la présente circulaire.

7) LES SAPEURS POMPIERS MILITAIRES

Un militaire sapeur-pompier volontaire, en cas d'accident survenu dans son activité de sapeur-pompier volontaire devrait, en principe, être pris en charge par le régime de couverture de son activité principale de militaire.

Le Ministre de l'Intérieur, par lettre du 7 février 1997, adressée au Président de la Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers Français, a précisé *"quant au second point portant sur l'application de l'article 19 de la loi du 31 décembre 1991 relative au régime de protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires, aux militaires qui exercent, en dehors de leurs heures de services, cette activité bénévole, le ministère de la défense estime que cet article doit être interprété de manière extensive. Le ministère de la défense se prononce donc pour l'inclusion des militaires en activité dans le champ d'application de l'article 19 de la loi du 31 décembre 1991"*.

La réponse du ministère fait donc référence à l'article 19 de la loi qui indique que : "les sapeurs-pompiers volontaires qui sont fonctionnaires titulaires ou stagiaires bénéficient, en cas d'accident survenu ou de maladie contractée dans leur service de sapeur-pompier, du régime d'indemnisation fixé par les dispositions statutaires qui les régissent".

Constitution du dossier d'accident

Se reporter au paragraphe I et se conformer aux instructions fixées par les autorités militaires d'affectation en cas d'accident en service.

3- Divers

(a) Demandes d'entente préalable (soins dentaires, actes de kinésithérapie et bons de transports)

(b) Médecin traitant : Je vous remercie de bien vouloir vérifier que la déclaration d'un médecin traitant a bien été réalisée auprès de son régime de sécurité sociale. Si tel n'est pas le cas, je vous demande de bien vouloir sensibiliser le SPV à la nécessité de régulariser sa situation.

Ces demandes doivent être adressées, au plus tôt, au SDIS avec les prescriptions correspondantes ; ce dernier se chargeant de les adresser, pour décision à son assureur.

(c) Indemnisation de l'invalidité consécutive à un accident en service

Il est à noter qu'en cas de consolidation avec séquelles, le sapeur-pompier volontaire devra formuler sa demande d'allocation ou de rente d'invalidité dans un délai d'un an à compter de la date de consolidation, sous peine de forclusion (un imprimé spécifique lui sera adressé par le SDIS).

Dans ce cas, le taux éventuel d'I.P.P. (invalidité permanente partielle) sera fixé au vu d'un rapport établi par un médecin agréé et adressé à la Commission de Réforme compétente.

(d) Gestion des dossiers : afin de faciliter le suivi, la gestion des dossiers d'accidents est répartie entre les agents du service du personnel, à savoir :

Mme Dupont Marie-Laurence : gestion des centres de secours et CPI des groupements nord et sud, et des agents dont les noms commencent par les lettres A à K pour les autres structures,

Mme Le Boulbin Sylvie : gestion des centres de secours et CPI du groupement centre, et des agents dont les noms commencent par les lettres L à Z pour les autres structures.

Cependant, en cas d'absence de l'une ou l'autre de ces personnes, un interlocuteur sera toujours à votre disposition à la DDSIS pour répondre à vos questions et éventuellement vous assister pour la constitution de vos dossiers d'accidents.

DECLARATION D'ACCIDENT EN SERVICE COMMANDÉ – HORS SERVICE COMMANDÉ

SPV du Centre de Secours - du Centre de Première intervention de : _____

Je, soussigné (e) :	N° MATRICULE : _____
NOM : _____	Prénom : _____ Grade : _____
Adresse : _____	
Date de naissance : _____ Date d'entrée SPV : _____	

Profession : _____	Employeur : _____
Affilié à un régime obligatoire de sécurité sociale de salarié : OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
Si, oui lequel : <input type="checkbox"/> CPAM <input type="checkbox"/> MSA <input type="checkbox"/> Autre : préciser _____	
Numéro d'immatriculation : _____ (père – mère)	

DECLARE L'ACCIDENT SUIVANT	Date : _____ à _____ h _____ mn
Lieu exact où s'est produit l'accident : _____	
Causes et circonstances précises de l'accident (préciser le motif de l'intervention, le cas échéant, et éviter l'utilisation des abréviations)	

Si accident de sport : Sport individuel : _____ Sport collectif : <input type="checkbox"/> foot - <input type="checkbox"/> basket - <input type="checkbox"/> hand - <input type="checkbox"/> volley - (nature) <input type="checkbox"/> autre : _____	

TEMOIN(S) : NOM – Prénom : _____	NOM - Prénom : _____
----------------------------------	----------------------

Horaires de travail le jour de l'accident : ____ h ____ à ____ h ____ - ____ h ____ à ____ h ____	
Régime de service : <input type="checkbox"/> Posté - <input type="checkbox"/> Astreinte/permanence - <input type="checkbox"/> Alerte - <input type="checkbox"/> Occasionnel - <input type="checkbox"/> SHR	
Fonction opérationnelle : <input type="checkbox"/> équipier - <input type="checkbox"/> chef d'équipe - <input type="checkbox"/> chef d'agrès - <input type="checkbox"/> conducteur - <input type="checkbox"/> formateur	

TIERS :	L'accident a-t-il été causé par un tiers : <input type="checkbox"/> OUI - <input type="checkbox"/> NON
NOM - Prénom : _____	Adresse : _____
NOM et Adresse de sa Compagnie d'assurance : _____	

NATURE DES BLESSURES : _____	
SIEGE DES BLESSURES (préciser le côté) : _____	

DOMMAGES MATERIELS EVENTUELS A SIGNALER :

ET DEMANDE QUE CET ACCIDENT SOIT RECONNU IMPUTABLE AU SERVICE.

Fait à _____ le _____ 20

Signature de la victime	Avis et signature du Chef de Centre ou de service	Le Maire de la Commune ou le Président de l'organisme gérant le C.P.I.	Avis et Signature du DDSIS
	IMPUTABLE – NON IMPUTABLE	IMPUTABLE – NON IMPUTABLE	IMPUTABLE – NON IMPUTABLE
	(cachet ou identification du signataire)	(cachet ou identification du signataire)	

RESERVÉ A LA DDSIS

Nombre de jours total d'arrêt de travail : _____ jours	(CF rédigé par le docteur _____)
<input type="checkbox"/> guérison avec retour à l'état antérieur au : _____	
<input type="checkbox"/> guérison apparente avec possibilité de rechute ultérieure au : _____	
<input type="checkbox"/> consolidation avec séquelles au : _____	
IPP : <input type="checkbox"/> NON - <input type="checkbox"/> OUI (taux _____ %) (Déclaration transmise à l'UDSPY le _____)	

ATTESTATION DE TEMOIGNAGE

JE SOUSSIGNÉ (E) :

NOM :

Prénom :

Né (e) le :

Adresse :

Certifie avoir assisté à l'accident dont a été victime

Melle – Mme – M.

En date du

Dans les circonstances suivantes (préciser de façon détaillée la façon dont s'est produit l'accident) :

[illegible]

Fait à le

(signature)